

Bulletin d'histoire politique

Au-delà du révisionnisme

Ronald Rudin



Volume 4, Number 2, Winter 1995

Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063531ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063531ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Rudin, R. (1995). Au-delà du révisionnisme. *Bulletin d'histoire politique*, 4(2), 57–74. <https://doi.org/10.7202/1063531ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

AU-DELÀ DU RÉVISIONNISME

Ronald Rudin

*Département d'histoire
Université Concordia¹*

Durant l'été de 1989, j'ai quitté le Québec pour une année sabbatique à Paris, que je prévoyais passer à lire abondamment sur l'histoire de l'Irlande². Je suis parti avec une impression de désillusion par rapport au domaine dans lequel j'ai été actif pour la majeure partie des deux dernières décennies. En termes simples, j'avais le sentiment que les historiens avaient perdu tout intérêt à débattre de certains aspects du passé québécois ou, plus généralement, de la nature de l'écriture historique. Au lieu de cela, un certain consensus s'est installé dans la discipline, un consensus fondé sur le postulat que le cours de l'histoire du Québec a été exclusivement tracé par les mêmes forces matérielles qui ont frappé le monde occidental. Alors que l'histoire du Québec a longtemps été vue comme la saga d'un peuple mû par une mentalité qui semblait les amener sur une trajectoire différente d'une grande partie du monde extérieur, les historiens des années 1970 et 1980, que j'ai désignés par le vocable «révisionnistes», donnent dans l'autre extrême. Ils insistent sur le fait que le Québec a vécu les processus d'urbanisation et de sécularisation, de même que l'arrivée d'immigrants d'origines diverses, pour affirmer que peu de choses distinguent l'histoire du Québec de celle d'autres sociétés occidentales. En d'autres termes, ils voient le passé du Québec comme «normal».

En 1989, j'en étais venu à me lasser de lire, les uns après les autres, ces travaux qui parlaient le même langage. Seules quelques voix dissidentes venaient, à l'occasion, briser la monotonie. Au même moment, je m'étais intéressé à l'histoire de l'Irlande, une société qui comportait non pas tous, mais certains des traits du Québec, et j'ai entrepris de développer ma connaissance de cette autre expérience nationale avec l'espoir que cela raviverait mon intérêt pour le Québec. En effet, l'Irlande m'a inculqué une perspective nouvelle de l'écriture de l'histoire au Québec.

Bien qu'éloigné physiquement et psychologiquement du Québec, j'y fus bientôt ramené. Assis à la Bibliothèque nationale, alors que je lisais des

œuvres qui me décrivaient l'Irlande comme une société «normale», je ne pouvais m'empêcher d'éprouver le sentiment de revoir un vieux film. D'après les historiens qui ont travaillé surtout dans les années 1970 et 1980, l'Irlande n'avait pas été bouleversée par les conquérants britanniques, n'avait pas été maltraitée par les propriétaires absents, n'avait pas vécu une si terrible Famine et n'avait pas eu un passé spécialement violent. Au contraire, le passé irlandais semblait s'être formé à partir des mêmes facteurs qui ont pesé sur les sociétés occidentales en général, notamment les forces du marché.

D'une certaine manière, les historiens de l'Irlande et du Québec ont participé au même mouvement qui a captivé les historiens occidentaux depuis les années 1960 au moins. Il s'agit de l'intégration de l'histoire dans les sciences sociales dans le but d'étudier la manière avec laquelle la plupart des sociétés se sont conformées à certains modèles déterminés par des facteurs matériels. Par exemple: comment les sociétés rurales sont devenues urbaines, comment les distinctions de classe l'ont de plus en plus emporté sur les clivages ethniques ou linguistiques, et comment les valeurs laïques ont supplanté les valeurs religieuses. Cependant, d'autres facteurs agissaient également, et les historiens irlandais en étaient davantage conscients que leurs collègues du Québec. Tandis que les historiens québécois étaient vaguement conscients qu'ils s'étaient engagés dans un processus de «normalisation» de leur histoire, les historiens irlandais, qui écrivaient dans un contexte de violence politique dans la région nord-est de leur île, étaient parfaitement conscients d'avoir tout intérêt à donner l'image d'une Irlande plus «moderne» et «inclusive». C'est comme si l'exemple d'une histoire irlandaise plus «civilisée» pouvait entraîner, à la fin du XX^e siècle, la création d'une Irlande civilisée.

En lisant davantage sur l'histoire de l'Irlande, je me suis rendu compte que ce qu'on vint à appeler l'interprétation «révisionniste» du passé commençait à provoquer des réactions. Vers la fin des années 1980, un petit groupe d'universitaires a commencé à produire une interprétation «post-révisionniste», comme l'un d'entre eux l'a volontairement dénommée: il s'agissait de prendre en compte les aspects «normaux» et «particuliers» de l'histoire de l'Irlande. Je me rappelle très bien le moment où j'ai pris conscience du postrévisionnisme irlandais. J'ai immédiatement vu comment cette approche représentait une alternative à la façon dont l'historiographie québécoise a évolué au cours des 20 années précédentes. Les historiens du Québec ne pourraient-ils pas admettre l'effet de certains aspects de leur passé qui ne suivent pas tout à fait la norme, sans régresser dans les

interprétations traditionnelles du passé? Si le postrévisionnisme était bon pour l'Irlande, il me semblait qu'il le serait également pour le Québec.

Toujours à Paris, inspiré par le modèle irlandais, je me suis mis à rédiger une critique de l'historiographie du Québec depuis les années 1970, de manière à promouvoir une vision alternative — postrévisionniste — de l'histoire du Québec. Cette approche de notre passé rétablirait l'équilibre entre ce qui est «normal» dans l'expérience québécoise, et ce qui lui est particulier. L'article qui est le fruit de cette réflexion fut publié par la *Canadian Historical Review* en 1992, fut ensuite traduit en français par le *Bulletin d'histoire politique* au début de 1995 et constitua le cœur d'un colloque tenu à l'UQAM en février 1995³. La présente réplique constitue une réponse aux différentes interventions présentées à ce colloque. Je n'ai pas l'intention de repérer les arguments contenus dans mon article, ni de répondre à toutes les remarques de mes collègues. Les commentaires qui suivent constituent la poursuite de ma réflexion sur l'état de la profession historique québécoise en 1995, près de six ans après avoir entrepris ma première critique du révisionnisme.

II

En général, j'ai toujours la même impression qu'en 1989, au sujet d'une forme dominante de discours historique qui aurait marginalisé certains aspects plus spécifiques de l'histoire du Québec. On se serait préoccupé d'une manière presque exclusive de l'adhésion du Québec à un certain courant de développement social et économique commun au monde occidental depuis quatre siècles. Cette impression s'appuie en partie sur une suite ininterrompue de travaux qui postulent qu'on peut voir essentiellement l'histoire du Québec comme un exemple du passage obligé de toutes sociétés du stade «traditionnel» au stade «moderne», à travers une série d'étapes comparables. Ce qui m'a surtout frappé, c'est la régularité avec laquelle on a utilisé le terme «moderne» dans l'historiographie récente. Au cours de la dernière décennie, on a observé la publication de monographies ayant pour titre *Passage de la modernité*, *L'entrée dans la modernité*, ou *L'avènement de la modernité*⁴.

En essayant de retracer l'apparition de la modernité, on a aussi insisté sur les manifestations de la longue domination des valeurs «libérales», vraisemblablement dans le but d'éliminer toute équivoque quant au rôle véritable du catholicisme dans la société québécoise. Dans cette veine, Gilles Bourque et ses collègues ont récemment parlé d'une «société libérale duplessiste», tandis que Fernande Roy, dans son *Histoire des idéologies au*

Québec aux XIX^e et XX^e siècles prétend que «les idées libérales sont présentes dans la société québécoise depuis la fin du XVIII^e siècle; elles s'enracinent au fur et à mesure que l'on avance dans le siècle suivant et elles dominent au XX^e siècle⁵». Le rôle central du libéralisme dans l'expérience québécoise a également été souligné lors d'une conférence tenue à l'Université McGill à l'automne de 1994.

Dans les différents travaux portant sur l'analyse des changements économiques et sociaux dans la vallée du Saint-Laurent au cours du XIX^e siècle, on a aussi insisté au cours des dernières années sur le caractère moderne du Québec. Dans *Entre ville et campagne*, par exemple, Serge Courville aborde la plupart des thèmes que j'associe au révisionnisme. Tout en essayant de s'inspirer d'ouvrages qui soulignent la nature urbaine de la société québécoise, il s'est concentré sur des villages dont la vitalité économique était importante et évidente. Sans fournir de données pour étayer sa thèse, Courville affirme que ces petits centres urbains attestent de la «normalité» du Québec, parce qu'ils montrent que le Québec était «assez semblable [aux] contrées où s'affirme la montée d'une économie de marché⁶».

De plus, Courville insiste sur la manière dont les facteurs ethniques avaient peu d'importance dans la vie de ces villages. On retrouve encore ici l'intention manifeste de montrer le caractère «normal» du Québec, une société pluraliste, traversée par des divisions de classes, mais généralement exempte de conflits ethniques. Cependant, les efforts de Courville semblent encore une fois dépréciés par une absence de preuves⁷. Cette négation du conflit ethnique se retrouve également dans l'ouvrage récent d'Allan Greer, *Patriots and the People: The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*. Bien que Greer y décrive des attaques de Patriotes contre des Québécois de langue anglaise — qui semblent s'expliquer, au moins en partie, par de l'animosité entre les groupes ethniques, il a pris bien soin d'expliquer que «les lignes de fracture étaient essentiellement politiques et leur caractère ethnique est fortuit... Le message des [Patriotes] était: "Ralliez-vous ou subissez-en les conséquences". C'était une politique de coercition, mais c'était loin d'être raciste⁸». Greer, comme tous les révisionnistes, semble incapable de voir la pertinence particulière du conflit ethnique dans l'histoire du Québec.

Serge Courville a également pratiqué le révisionnisme en compagnie de Jean-Claude Robert et de Normand Séguin au sein d'une entreprise plus vaste portant sur différents aspects de la vie dans la vallée du Saint-Laurent. Cependant, dans un article expliquant leur œuvre, les trois auteurs ont souligné un des problèmes que j'ai identifiés dans mon article: la propension

des révisionnistes à utiliser sans ambages le mot «Québécois» comme substitut à «francophones». J'ai déjà signalé que les historiens qui cherchaient à passer un message sur la situation des francophones — dont le taux d'urbanisation était beaucoup moins élevé que la moyenne provinciale — tout en citant des chiffres concernant l'urbanisation du Québec en entier, introduisaient un certain biais dans leur analyse. Dans un article publié dans la revue *Interface*, Courville et ses collègues prétendent que «la population *franco-québécoise*» (je souligne) n'est pas «une population pauvre, agricole, dévote et peu encline à la modernité». Toutefois, les données sur l'urbanisation et l'activité commerciale qu'ils ont utilisées pour supporter leur argument se rapportaient invariablement au Québec dans son ensemble⁹.

Par contre, lorsqu'il s'agissait d'aborder des sujets où les francophones pouvaient être dépeints de manière négative, soudain il devenait possible de distinguer les différentes catégories de Québécois. Par exemple, Courville, Robert et Séguin se sont empressés de démontrer que le taux d'émigration de la vallée du Saint-Laurent n'était pas exceptionnel, afin d'écarter toute suggestion à l'effet que l'économie québécoise fut «sous-développée». Ils constataient que les Québécois représentaient 47 % de tous les émigrants du Canada, affirmant que ce taux était «comparable à celui observé dans le reste du Canada». Cependant, une telle allégation est curieuse, quand on sait qu'en 1871, les Québécois ne constituaient que 32 % de la population canadienne. Courville et ses collègues, reconnaissant peut-être la faiblesse de leur position, se sont demandés si ce chiffre de 47 % était bien représentatif de l'émigration des francophones, puisque leurs données «incluent sans doute une certaine part d'immigrants et d'anglophones établis¹⁰». De voir les anglophones incorporés dans les chiffres quand il s'agit de décrire un phénomène «positif» (comme l'urbanisation), et exclus lorsque c'est quelque chose de «négatif» (comme l'émigration), laisse une impression de gêne. Dans ce contexte, comme dans bien d'autres, les révisionnistes semblent faire des acrobaties pour arriver à leurs conclusions.

III

Ma principale critique du paradigme révisionniste est qu'il se fonde sur une insistance exagérée sur ce qui est «normal» par opposition à ce qui est particulier. Je n'ai jamais prétendu que nous devions revenir aux anciennes visions de l'histoire du Québec, celles qui accentuaient les particularités de la province au détriment de son insertion dans certains mouvements généraux de développement en Occident. Là où je voyais un problème, c'est lorsque les révisionnistes indiquaient que le Québec évoluait au diapason des

autres sociétés occidentales, en décrivant le rôle décisif de facteurs comme l'urbanisation, le pluralisme et la sécularisation au point de forcer la note. Ce faisant, ils ont évacué la plupart des types de comportement qui ne peuvent facilement s'expliquer par une analyse de forces sociales et économiques plus globales. Ce qui importait, c'était de montrer combien le Québécois «moderne» et «libéral» était un être «rationnel». Je n'ai jamais enjoint qui que ce soit à décrire les Québécois comme «irrationnels», mais je me suis demandé si nous, historiens québécois, n'avions pas poussé un peu loin le rôle du rationalisme économique jusqu'à caricaturer la réalité.

Les répliques à mon article ont confirmé, à différents degrés, mes soupçons quant à la pérennité du paradigme «révisionniste» au Québec. J'ai été particulièrement étonné par cette tendance répandue chez les commentateurs de dénaturer ce que j'ai affirmé et d'en faire une caricature facile à réfuter. Plus précisément, j'ai été frappé en observant que, d'une manière ou d'une autre, leurs réponses ne se basaient non pas sur ce que j'ai effectivement dit, mais sur ce qu'ils imaginaient que j'avais affirmé. Ils semblaient croire que si quelqu'un contestait le rôle explicatif des seuls facteurs structurels en histoire du Québec, c'était nécessairement pour préconiser le retour à une historiographie ancienne qui n'insistait que sur ce qui distinguait les francophones, le plus souvent pour les dépeindre sous un jour des plus défavorables. Puisque j'ai demandé aux historiens de prendre en considération la xénophobie et le rôle de l'Église catholique pour accroître notre compréhension de l'histoire du Québec, Jean-Marie Fecteau en conclut que j'ai milité en faveur d'une histoire se concentrant sur «la xénophobie et l'hypercléricalisme comme des tares pathologiques constitutives de notre spécificité». Il a poursuivi en me classant dans la même catégorie que Donald Creighton et d'autres historiens canadiens-anglais qui voient «la différence historique du Québec en ces termes», alors que tout ce que j'ai demandé c'est si nous ne pourrions pas trouver des façons d'explorer à la fois ce qui est «normal» et ce qui est «particulier»¹¹.

Cette même lecture curieuse et erronée de mon texte est également évidente lorsqu'on s'arrête à certaines questions spécifiques dont j'ai traité. Par exemple, alors que j'ai seulement réclamé une vision du passé qui reconnaîtrait «une influence considérable du clergé¹²», Paul-André Linteau a insisté pour dire que j'essayais de mettre «au premier rang la religion et l'Église». Ses curieuses prétentions selon lesquelles je présentais l'Église catholique comme une institution «parfaitement unie et homogène», qui aurait exercé «une influence néfaste» ne sont supportées par aucune référence dans mon texte. De la même façon, dans son effort pour ignorer

la possibilité que le catholicisme puisse avoir façonné certains aspects de l'histoire du Québec, John Dickinson en a conclu que j'essayais de faire revivre «la vieille thèse Weber-Tawney qui est largement dépassée». Weber et Tawney ont insisté sur le rôle des mentalités au détriment de l'analyse des facteurs structurels, un approche que, bien entendu, je rejette autant que Dickinson.

À ma proposition que les différents groupes ethniques qui ont peuplé le Québec auraient eu des expériences différentes, Linteau a répondu que je demandais «une interprétation centrée sur l'ethnie». De plus, Linteau a réagi de façon négative lorsque j'ai suggéré qu'on devait prendre en compte le fait que l'histoire du Québec contient «des épisodes de xénophobie», particulièrement du point de vue francophone¹³. Dans mon article, je relatais mon malaise face à la tendance qu'avaient Linteau et ses collègues, dans leur *Histoire du Québec contemporain*, à insister sur les liens qui unissaient les différents groupes ethniques et linguistiques dans la province, et à décrire le Québec comme une société pluraliste «normale». Malgré cela, je me demandais pourquoi on ne faisait aucune place à certains incidents, comme les vitrines des magasins juifs qui ont été fracassées durant la dépression. Dans sa réplique, Linteau n'avait pas tout à fait tort d'arguer que «la démonstration de l'existence de pratiques ou de comportements discriminatoires n'est pas facile à faire¹⁴». Ces difficultés ne l'ont néanmoins pas empêché de faire référence (en se fondant sur mes propres travaux) à des manifestations de discrimination émanant de la majorité anglophone. Je cherche encore à comprendre pourquoi il serait plus difficile de discuter de cette même discrimination lorsque pratiquée par un groupe majoritaire francophone. À moins que Linteau ne puisse faire autrement que de décrire la société québécoise, et surtout sa majorité linguistique, comme «normale», c'est-à-dire, dans ce cas précis, de montrer son ouverture envers «l'autre».

En ce qui concerne l'ethnicité, John Dickinson et Brian Young sont allés encore plus loin, en insistant sur le fait qu'il n'y avait essentiellement aucune place pour les distinctions ethniques dans l'histoire du Québec. Dans ce même ordre d'idées, le premier affirme que les anglophones et les francophones provenant des mêmes classes sociales «partageaient les mêmes expériences». Il est évident que les travailleurs québécois partagent des expériences semblables, sans égard à leur langue, leur religion et leur ethnicité. Mais je ne comprend pas pourquoi Dickinson se sent obligé de rejeter la possibilité même de différences qui ne pourraient aisément s'expliquer à l'aide de facteurs structurels. Pour sa part, Brian Young interprète l'ensemble de mes propos comme venant «d'un tenant de l'histoire ethnique dans

l'historiographie du Québec». Puis, en analysant mes autres travaux, il a entrepris une curieuse opération de déformation de mes propos. Par exemple, se référant à mon livre sur l'histoire des banques, il s'est arrangé pour citer hors contexte un passage sur le rôle de l'ethnicité, passant sous silence mon insistance sur la nécessité de considérer à la fois les facteurs structurels et les autres influences, comme la discrimination dans le marché, qui ne peut s'expliquer par une simple analyse des relations de classes¹⁵. Il est certain qu'en dépit des déclarations contraires de Young, considérer les deux types de facteurs ne revient pas à douter de «l'utilité interprétative de la classe sociale».

IV

Comment évaluer une distorsion si importante d'un article dans lequel je n'ai fait qu'invoquer un certain équilibre dans la manière dont les historiens du Québec ont récemment abordé le passé? En réfléchissant à cette question, je me suis rappelé l'un de mes premiers voyages en Irlande, durant lequel j'ai fait le tour des différents historiens irlandais pour discuter de leurs impressions sur l'état du débat historique dans leurs champs de spécialité. Je me souviens très bien de ma rencontre avec un éminent universitaire «révisionniste» qui avait considérablement réinterprété la Famine des années 1840. Tandis que les historiens qui l'avaient précédé s'étaient concentrés sur le rôle de l'oppression et du racisme des Britanniques, cet historien avait adopté un angle qui se fondait presque exclusivement sur des facteurs structurels.

Au moment de notre rencontre, au début de 1990, quelques historiens irlandais se demandaient déjà si le balancier ne s'était pas aventuré trop du côté «structurel» et commençaient à proposer une explication «postrévissionniste» à la famine, dans laquelle on pourrait incorporer des facteurs structurels et d'autres, moins faciles à quantifier, comme l'antipathie des Britanniques à l'égard des Irlandais. Puisque j'avais été séduit par ce sens de l'équilibre, j'ai été surpris lorsque mon hôte — une personne pondérée — s'est mis à dire qu'un historien postrévissionniste aurait réconforté l'IRA (l'Armée républicaine irlandaise) en raison de son désir de développer une vision du passé dans laquelle on prendrait le conflit national et religieux en considération. Ce n'était évidemment pas l'intention des postrévissionnistes d'Irlande. Ces derniers cherchaient simplement à éviter les interprétations structurelles étroites de l'histoire de l'Irlande. En effet, ces interprétations étaient à peine préférables aux versions antérieures, qui capitalisaient uniquement sur le conflit anglo-irlandais, tout comme l'histoire du Québec qui

s'est traditionnellement penchée sur les différences entre les anglophones et les francophones.

D'une certaine manière, la réaction exagérée de l'historien révisionniste que j'ai rencontré à Dublin pouvait être comprise comme de la résistance à la remise en question de son travail par des historiens postrévissionnistes. Quoi qu'on en dise, les historiens sont avant tout des humains, et ils ne réagissent pas à la critique d'une manière toujours rationnelle. Cependant, la réponse des révisionnistes d'Irlande était aussi exprimée dans un langage «scientifique»: il s'en dégageait l'impression que leur génération avait été la première à rompre avec des méthodes historiques préscientifiques. Subséquemment, quiconque osait défier leur approche devait, d'une manière ou d'une autre, exiger qu'on revienne à cette époque où les historiens étaient supposés être des propagandistes plutôt que des savants détachés de leur objet. Et puisque de réintroduire des sujets tels que le rôle de la religion ou de l'inimitié entre les nations mettaient quelquefois les explications «scientifiques» et structurelles à l'écart, les historiens révisionnistes ont pu se présenter comme des experts se penchant sur des questions concrètes, par opposition à leurs critiques postrévissionnistes qui s'intéressaient à des problèmes identitaires plus imprécis.

À la suite de ces réponses à ma critique de l'historiographie révisionniste au Québec, je me suis senti comme mes collègues irlandais, qui avaient été injustement dépeints comme des nostalgiques d'une vision plus ancienne et moins scientifique du passé. La remarque de John Dickinson au sujet de l'inutilité du débat historiographique a accentué ce sentiment d'identification. Selon lui, «l'historiographie québécoise a déjà trop perdu de temps avec des débats qui tournaient en rond comme ceux sur la bourgeoisie et la Conquête ou sur la crise agricole». Bien qu'il soit facile de démontrer que ces discussions se soient prolongées indûment, il demeure qu'on ne peut faire l'économie d'un débat lorsqu'on écrit l'histoire. Par exemple, il est difficile d'imaginer comment Allan Greer aurait pu réussir son remarquable portrait de la vie rurale au Québec à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles si le débat sur la crise agricole ne lui avait pas inspiré quelques idées sur la marche à suivre¹⁶. Mais Dickinson n'a pas l'air intéressé à développer de nouvelles perspectives, croyant sans doute que nous avons découvert la seule approche acceptable pour appréhender l'histoire du Québec. Par conséquent, les historiens n'ont plus qu'à combler les vides «dans nos connaissances».

Ce sentiment de certitude par rapport à la rigueur scientifique de l'historiographie québécoise apparaissait également dans les propos d'Yves

Gingras qui a rejeté la pertinence des liens que j'avais faits entre des historiens québécois et certaines perspectives sociales et politiques. Gingras a insisté sur ce qu'il voit comme des transformations décisives qui auraient eu lieu au début des années 1950, lorsque des historiens comme Guy Frégault et Marcel Trudel ont remplacé des prédécesseurs moins bien formés, comme Lionel Groulx. En opposant les «nouveaux» historiens auxquels il s'identifie, qui se sont consacrés à «une histoire érudite fondée sur la recherche et l'argumentation» avec un style plus ancien qui capitalisait sur «les gloires du passé», Gingras répétait un schéma bien enraciné de la profession historique¹⁷. La perspective de Gingras nous entraîne sur deux voies distinctes. On peut, d'une part, être un chercheur détaché à la Frégault ou, d'autre part, revenir à l'ère de Groulx en mettant l'accent sur les «mentalités», comme le fait Fernand Ouellet (et moi-même, si je comprends bien). Cette division de la profession entre ceux qui s'intéressent à la vérité et ceux qui sont captivés par l'illusion simplifie la situation à outrance. Mais elle est commode, car elle situe les révisionnistes dans la seule piste acceptable.

Au cours des dernières années, j'ai travaillé à la rédaction d'un livre sur la nature des écrits historiques au Québec au XX^e siècle¹⁸. Si j'ai appris quelque chose en accomplissant cette tâche, c'est qu'à divers degrés, tous les historiens du XX^e siècle se sont intéressés à ce que Peter Novick a appelé «la question de l'objectivité¹⁹». Bien qu'on ait bêtement prétendu le contraire, Lionel Groulx a passé beaucoup de temps aux archives, s'interrogeant sur les problèmes d'interprétation, et changeant graduellement de perspective²⁰. Bien sûr, ces caractéristiques s'appliquent également à Frégault, Ouellet et à plusieurs révisionnistes. Les techniques ont changé au cours de ce siècle, tout comme la représentation que l'historien se fait de lui-même. Mais le caractère illusoire de la «vérité», ce que tout historien cherche à atteindre avec plus ou moins d'ardeur, n'a pas changé. Conséquemment, c'est peut-être une pensée rassurante pour Gingras de s'imaginer marcher au sein de l'armée de la vérité, mais la réalité est beaucoup plus complexe. Contrairement à ce que prétend Young — que je serais «préoccupé par l'objectivité» — je doutais de son existence en 1989, et davantage aujourd'hui. Je n'ai jamais prétendu qu'il y avait un seul chemin valable à suivre pour les historiens du Québec. J'ai écrit ma critique du révisionnisme uniquement pour «provoquer un débat²¹».

Si les historiens révisionnistes ne paraissent pas intéressés à s'engager dans un débat, il y en a d'autres qui semblent partager l'impression qu'il serait temps de prendre en considération une vision de l'histoire qui transcende les limites étroites qui sont imposées par l'interprétation structurelle. Même si le paradigme révisionniste semble aussi dominant en 1995 qu'il l'était en 1989, j'ai été réconforté lorsque j'ai constaté que d'autres que moi remettent en question les fondements de cette approche. Par exemple, un certain nombre de nouvelles revues dédiées à l'histoire du Québec ouvrent de nouveaux horizons à la réflexion. Depuis la fin des années 1940 jusqu'au début de la présente décennie, il n'y avait qu'une seule revue professionnelle exclusivement dédiée à l'histoire du Québec. En dépit du fait que la *Revue d'histoire de l'Amérique française* ait été fondée par l'abbé Groulx, elle est devenue au cours des 20 dernières années le véhicule des historiens décrits comme «révisionnistes». En 1992, dans le but d'offrir une alternative au modèle révisionniste, on a fondé le *Bulletin d'histoire politique*. Parmi ses objectifs, on retrouve de désir de redécouvrir «la spécificité de l'expérience historique, de l'influence de l'être humain, de ses institutions et de ses idées²²». À partir d'une perspective politique différente, mais également en dissidence par rapport à l'orthodoxie révisionniste, les *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle* sont parus en 1994 sous les auspices du Centre de recherche Lionel-Groulx²³.

Par ailleurs, un certain nombre d'historiens ont récemment suggéré des alternatives à l'approche révisionniste. Parmi eux, on retrouve Gérard Bouchard qui, dans un certain nombre d'articles, a soutenu qu'il était temps de redresser l'équilibre entre représentation des Québécois comme «normaux» et l'attention que méritent certaines caractéristiques particulières de l'histoire du Québec. En 1990, Bouchard a critiqué des spécialistes québécois des sciences sociales pour la manière univoque avec laquelle ils représentaient le Québec comme une société qui fonctionne «sur l'heure américaine et occidentale». Il a mis en garde ses collègues contre le danger d'être tellement absorbés par la description des traits communs entre leur société et les autres, qu'ils en perdraient toute notion «de la différence ou de la spécificité québécoise». Dans le but de cerner ces différences, Bouchard a réclamé qu'on compare sérieusement le Québec et les autres sociétés. Il déplorait le fait que les études historiques des 20 dernières années «ont été si massivement centrées sur le Québec... qu'elles ont fait tomber en défauteur, sinon en désuétude, la recherche sur des périodes plus anciennes ou sur d'autres espaces²⁴». Les critiques de Bouchard ont été confirmées par

l'incapacité totale des commentateurs de mon article de faire référence au contexte irlandais qu'on y retrouvait. C'était comme si on pouvait faire valoir le contexte international pour que le Québec paraisse «normal», mais qu'il n'était pas nécessaire d'examiner dans le détail une autre société si cela pouvait permettre de comprendre à la fois les différences et les similitudes.

Gérard Bouchard ne s'est pas contenté de critiquer les autres. Il a le mérite de s'être engagé dans une recherche comparative d'envergure qui pourrait élargir les horizons de la production historique québécoise. À l'automne de 1993, Gérard Bouchard et Yvan Lamonde ont organisé une conférence consacrée à l'étude attentive de l'expérience québécoise dans le contexte du développement de l'Amérique du Nord. Dans sa propre contribution à cette conférence, il a dénoncé cette tendance qu'il avait souvent observée, d'être «trop soucieux de marquer les caractères distinctifs... s'empêchant ainsi de percevoir les similitudes issues d'une même expérience continentale». Bouchard réagissait de manière favorable au désir qu'éprouvaient les révisionnistes de témoigner des expériences comparables entre le Québec et d'autres points du continent. Mais il croyait aussi qu'une «reconnaissance des ressemblances peut ouvrir la voie à une réflexion plus éclairée sur les différences²⁵».

Toutefois, on sent bien que même si Bouchard est prêt à prendre en considération les aspects «distinctifs» du Québec, il continue de partager la conviction des révisionnistes selon laquelle son histoire a bel et bien été exclusivement façonnée par des facteurs structurels. En ce sens, l'accueil favorable de Bouchard aux critiques de révisionnisme ressemble à celui de Gilles Bourque au colloque sur le révisionnisme. Bourque a repris quelques-unes de mes préoccupations dans son appel à une approche «néorévissionniste» de l'histoire du Québec, dans lequel il nous invitait à perfectionner le travail des révisionnistes pour «faire ressortir la particularité de la société québécoise». Ce qui l'ennuyait, c'est que j'aie utilisé l'expression «post-révissionniste»: je laissais entendre — et je persiste à le dire — que certains aspects de l'histoire du Québec ne pouvaient être expliqués à l'aide de facteurs structurels. Au contraire, Bourque affirme qu'il «n'existe pas de structures sans valeurs, ni de valeurs sans structures».

Tandis que Bourque prenait modérément position en dehors du paradigme révisionniste, Jean-Marie Fecteau s'attaquait plus catégoriquement à l'historiographie récente, non seulement au Québec, mais dans le monde occidental. Selon lui, la production historique était devenu excessivement descriptive et généralement réticente à dépasser «les contraintes structurelles». Bien que Fecteau n'ait pas apprécié toutes mes critiques des

travaux historiques récents au Québec, j'accueille avec sympathie son appel en faveur d'une vision de l'histoire du Québec qui se pencherait précisément sur «comment le Québec a vécu son anormalité», et son ouverture à la possibilité que, sous certains angles, l'expérience historique du Québec ait été fondamentalement différente de celle des autres sociétés²⁶.

On retrouve actuellement différentes critiques de l'historiographie du Québec. Parmi celles qui se rapprochent le plus de la mienne, il y a celle de Jocelyn Létourneau. Au cours des dernières années, Létourneau a publié un certain nombre d'articles sur la façon dont les révisionnistes ont créé un récit de l'histoire du Québec qui leur convenait, étant donné leur expérience et leur formation. Létourneau a insisté sur le fait que ces historiens s'inscrivaient dans un processus plus large de redéfinition de l'identité des Québécois, de manière à présenter «la conception de la personne comme étant un sujet rationnel». Tout comme Fecteau, Létourneau a critiqué la tendance des révisionnistes à refuser d'admettre qu'il pourrait exister «une réalité au-delà de la réalité matérialiste et rationnelle²⁷». Létourneau a piqué les révisionnistes au vif en démontrant que le discours historique était une construction sociale du passé. Ce faisant, il a pavé la voie à l'élaboration d'autres récits historiques.

VI

En 1995, je suis plus optimiste quant à l'avenir de la production historique québécoise que je ne l'étais en 1989. La présence de nouvelles revues et la volonté de certains historiens de remettre en question les perspectives dominantes de l'histoire du Québec représentent une évolution encourageante. Quand on songe que ceux qui défient l'orthodoxie révisionniste sont relativement jeunes, il y a même des raisons d'être optimiste. Comme Jocelyn Létourneau l'a fait remarquer, les révisionnistes ont tendance à partager les valeurs des autres Québécois instruits qui ont atteint l'âge adulte durant la Révolution tranquille: ils ne voyaient la réalité qu'en termes «rationnels» et croyaient que le Québec était engagé dans une inéluctable marche vers la «modernité». Létourneau croit qu'au contraire, la jeune génération de chercheurs, qui n'ont pas été marqués par les bouleversements des années 1960 et qui n'ont pas bénéficié de la croissance de l'État en raison de l'épuisement des offres d'emploi dans la dernière décennie, aura davantage tendance à voir l'histoire du Québec autrement que comme l'inévitable triomphe de la raison. En ce qui concerne les perspectives de changement historiographique, Létourneau note que «ce chantier appartient décidément à la jeune recherche²⁸». J'imagine que Létourneau ne ferme pas

la porte à des vieux léopards comme moi, qui pourraient être prêts à changer de pelage. Il demeure toutefois que ses observations sur les aspects générationnels de la production historique sont des raisons supplémentaires d'espérer.

Toutefois, cet optimisme doit être tempéré. La plus grande partie de la recherche historique sert à amasser de l'information pour nourrir l'approche révisionniste, et relativement peu d'efforts ont été consacrés à dépasser la simple critique de ce qu'ont fait les révisionnistes. Tout comme mes collègues Gérard Bouchard et Jocelyn Létourneau, je me suis plaint de ce qui m'ennuyait, mais nous n'avons pas considérablement avancé sur la route d'une nouvelle synthèse de l'histoire du Québec. Je dois admettre qu'en 1989, lorsque j'écrivais ma critique de l'historiographie du Québec, j'étais davantage intéressé à trouver les lacunes de l'approche révisionniste qu'à proposer une alternative.

Six ans plus tard, je crois que je peux décrire avec plus d'assurance ce qu'une histoire postrévisionniste pourrait représenter. Contrairement à ce que pourraient laisser croire mes critiques, elle s'appuierait sur les facteurs structurels qui ont façonnée l'expérience québécoise au cours des quatre derniers siècles. Mais en même temps, elle ferait attention à la façon avec laquelle les valeurs, les antipathies et les passions des Québécois ont joué leur rôle dans la vie de la société. Cette réalité ne peut pas toujours s'expliquer. L'expérience des autochtones et celle des hommes et des femmes qui sont arrivés après eux, qu'ils parlent anglais ou français, a été modelée par des contraintes matérielles. Pourtant, de temps à autre, ils ont tous agi sur la base de valeurs qui s'accommodent mal de la logique du marché. Il y a des moments où le comportement humain ne peut s'expliquer en ayant recours à une analyse des structures économiques et de la dynamique des relations de classe. Certains spécialistes des sciences sociales réagissent avec horreur à la pensée que des individus aient pu, dans le passé, être motivés par des forces irrationnelles comme l'amour et la haine. Comme l'a relevé Alain Caillé: «Nées du désir de surmonter à jamais le conflit entre les hommes, les sciences sociales rechignent à admettre que la rivalité et la lutte survivent au plus profond de la rationalité.» Ou, comme le disait récemment Ian Mackay, les spécialistes des sciences sociales tendent à considérer toute étude des facteurs «irrationnels» (ou «éthiques», pour employer ses propres termes), comme des «irruptions gênantes comme une poussée d'acné, dont on ne peut se débarrasser qu'avec l'aide d'un traitement pur et rafraîchissant: l'empirisme et le bon sens²⁹».

Prenons un exemple concret dans mes propres recherches. Il y a plus d'une décennie, j'ai dû m'interroger sur les réticences des banques dirigées

par les anglophones à prêter à des francophones qui semblaient aussi capables de rembourser leurs dettes que des anglophones à qui elles acceptaient de prêter. Influencé à cette époque par l'orthodoxie structuraliste, j'ai opté pour en attribuer la responsabilité au manque d'information sur le marché francophone que détenaient habituellement les banquiers anglophones. Je faisais remarquer que «sans ces renseignements, toute transaction présente un risque accru, et un bon banquier doit toujours tenter de réduire au minimum les risques³⁰». Si, aujourd'hui, je devais recommencer mon étude, je ne rejetterais pas entièrement cette explication inspirée par les lois du marché. Toutefois, je trouverais une place à un sentiment éprouvé par certains de ces banquiers, et qui transcende l'analyse économique: la conviction que les francophones sont génétiquement incapables de gérer une entreprise. Sans ignorer les fondements économiques de la situation, je tiendrais compte des jugements moraux du banquier.

De la même façon, je conçois qu'une histoire postrévisionniste du Québec accorderait une importance fondamentale aux valeurs que les francophones ont conservées de leur héritage catholique. Les historiens devraient pouvoir se concentrer sur le rôle des facteurs structurels sans ignorer l'impact des valeurs religieuses qui ne peuvent pas toujours facilement être reliées aux forces du marché. Dans le même esprit, je souscris aux paroles récentes de Louis Rousseau au sujet de notre compréhension du rôle de la religion dans la société québécoise, quand il disait que nous avons construit une vision du passé dans laquelle les comportements ne pouvaient être compris que «sous la forme des règles d'une certaine rationalité». Les historiens devraient être capables d'apprécier comment le catholicisme a façonné la vie quotidienne des Québécois de manière à la rendre «particulière» à plusieurs égards, sans ignorer le rôle central de l'Église dans la transformation du Québec d'une société rurale et traditionnelle, en une société urbaine et moderne. Par exemple, Rousseau a fait remarquer qu'aujourd'hui presque tous les Québécois catholiques soumettent volontairement leurs enfants à l'éducation religieuse à l'école. En même temps, il a noté que les historiens avaient tendance à ignorer une telle attitude, parce qu'elle s'écarterait de «la représentation que nous avons de notre passage spécifique vers la modernité³¹».

En résumé, ma vision postrévisionniste de l'histoire du Québec serait une tentative de trouver l'équilibre entre le rôle des facteurs structurels et «irrationnels». En dernière analyse, cependant, je ne tiens pas tant à ce qu'on adopte ma vision de l'histoire du Québec. J'espère plutôt que mon premier article sur le révisionnisme et le débat qui s'en est suivi entraîneront d'autres

discussions entre les historiens du Québec sur la nature de leur production historique. En définitive, la discipline historique est bien peu de choses si notre tâche se limite à colliger un peu plus d'informations pour remplir les cases d'un paradigme particulier. L'histoire ne devient utile que lorsqu'elle sert d'outil pour préparer les étudiants à réfléchir, qu'elle offre des alternatives à la société et qu'elle est prête à considérer la pertinence et les implications des différents points de vue. Que le débat continue!

Notes

1. Ce texte a été rédigé en guise de réponse aux interventions de mes collègues lors de la table ronde intitulée «Y a-t-il une nouvelle histoire Québec?». Il a été traduit de l'anglais par Michel Sarra-Bournet.
2. J'avais le choix entre Paris et Dublin. Peut-on me reprocher d'avoir choisi Paris?
3. «Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing», *Canadian Historical Review*, vol. 73, 1992, p. 30-61; «La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, 1995, p. 9-42. J'ai aussi poursuivi mon travail de comparaison entre les historiographies du Québec et de l'Irlande dans «One Model, Two Responses: Quebec, Ireland and the Study of Rural Society», *Canadian Papers in Rural History*, vol. 9, 1994, p. 259-289.
4. Andrée Fortin, *Passage de la modernité: les intellectuels québécois et leurs revues*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993; Marcel Fournier, *L'entrée du Québec dans la modernité*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986; Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, IQRC, 1991. On pourrait aussi ajouter à cette liste des ouvrages comme celui de Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991. J'ai aussi été étonné du titre français du livre de Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Quebec: Social Change and Political Crisis*, qui a été traduit par *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal, 1983.
5. Gilles Bourque et al., *La société libérale duplessiste*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994; Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 1993, p. 115.
6. Serge Courville, *Entre ville et campagne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, p. 254.
7. *Ibid.*, p. 120-121.
8. Allan Grier, *Patriots and the People: the Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, 183 p.
9. S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, «Un nouveau regard sur le XIX^e siècle québécois: l'axe laurentien comme l'espace central», *Interface*, vol. 14, 1993, p. 23.
10. *Ibid.*, p. 30.
11. Toutes les références aux répliques à mon article sur le révisionnisme portent sur des textes qu'on trouvera dans ce numéro du *Bulletin d'histoire politique*.
12. «La quête d'une société normale», *op. cit.*, p. 37.
13. *Ibid.*
14. P.-A. Linteau, *Histoire du Québec contemporain*, 2 volumes, Montréal, Boréal, 1989.

15. *Banking en français: les banques canadiennes-françaises*, Montréal, Boréal, 1988, p.12. Dans ses commentaires, Young a aussi visé mon livre sur l'histoire des caisses populaires, citant un passage dans lequel je déclarais que mon étude n'était pas simplement «limitée à évaluer l'impact des relations de classes». Je n'excluais pas l'étude des relations de classes; en fait, comme Young le sait très bien, le livre était structuré selon le rôle de deux classes spécifiques dans l'administration des caisses. En même temps, toutefois, je m'intéressais à d'autres facteurs. Par exemple, j'ai noté que «l'établissement des caisses par les membres de la petite bourgeoisie était en grande partie inspiré par un désir de reprendre leur ancienne position dans la société québécoise, [mais] ils étaient aussi motivés par un véritable sentiment humanitaire». Voir *In Whose Interest: The Caisses Populaires of Quebec, 1900-45*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, p. xiv.
16. Allan Greer, *Peasant, Lord and Merchant*, Toronto, University of Toronto Press, 1995.
17. Ce point de vue ressort également de Serge Gagnon, *Quebec and its historians: The Twentieth Century*, Montreal, Harvest House, 1985. Plus récemment, il a été développé dans Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, Sillery, Septentrion, 1993.
18. L'idée de ce livre découle de ma critique de l'historiographie révisionniste. J'espère publier ce livre en 1996 ou 1997.
19. Peter Novick, *That Noble Dream: The Objectivity Question and the American Historical Profession*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
20. C'est l'argument que j'ai développé dans une recension du livre de Lamarre cité plus haut. Voir *Literary Review of Canada*, octobre 1994. Une interprétation plus conventionnelle (j'oserais même dire révisionniste) de la profession nous est présentée dans la recension du même livre, que Jean-Paul Bernard a publiée dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, 1995, p. 443-446.
21. «La quête d'une société normale», *op. cit.*, p. 13.
22. Michel Sarra-Bournet, «Pour une histoire politique», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, 1995, p. 7.
23. On pourrait se moquer de cette légitimation d'une revue qui ne se cache pas pour célébrer la mémoire de l'abbé Groulx. Toutefois, quiconque a lu cette revue a constaté qu'elle contient des articles bien rédigés sur des questions intéressantes. Si on marginalise cette publication en raison des opinions de certains de ses instigateurs, on s'enfoncé encore plus loin dans le piège de la promotion d'une seule vision acceptable de l'histoire du Québec.
24. Gérard Bouchard, «Sur les mutations de l'historiographie québécoise: les chemins de la maturité», dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC, 1990, p. 262. Bouchard a également discuté de la production historique québécoise dans «L'historiographie du Québec rural et la problématique nord-américaine avant la révolution tranquille: étude d'un refus», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, 1990, p. 199-222.
25. Gérard Bouchard, «Le Québec comme collectivité neuve», dans G. Bouchard et Y. Lamonde (dir.), *Québécois et Américains*, Montréal, Fides, 1995, p. 16. Bouchard est lui-même engagé dans un programme d'analyse comparée de la société québécoise d'une grande envergure. Au sein de l'Institut interuniversitaire de recherches sur la population (IREP) qu'il dirige, Bouchard a mis sur pied un groupe qui cherche à comprendre le Québec du XIX^e et XX^e siècle dans une perspective comparative. Ce groupe, dont je fais partie, organise une conférence internationale qui se tiendra à la fin de 1996.

26. D'une manière semblable, Michel Sarra-Bournet a lui aussi répondu à ma critique du révisionnisme en réclamant qu'on adopte une vision de l'histoire du Québec dans laquelle on ne tiendrait pas exclusivement compte des facteurs structurels.
27. Jocelyn Létourneau, «Critique de la raison technocratique: définir une avenue à la jeune recherche», dans F. Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, *op. cit.*, p. 343, 347. Il vaut également la peine d'examiner les autres articles de Létourneau: «L'imaginaire historique des jeunes Québécoises», *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 41, 1988, p. 553-574; «La nouvelle figure identitaire du Québécois: essai sur la dimension symbolique d'un consensus en voie d'émergence», *British Journal of Canadian Studies*, vol. 6, 1990, p. 17-38; «Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie», *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 90, 1991, p. 67-87; «La saga du Québec moderne en images», *Genèses*, vol. 4, 1991, p. 44-47.
28. Jocelyn Létourneau, «Critique de la raison...», *op. cit.*, p. 354. L'accent qu'il met sur les aspects générationnels de la production historique risque de déplaire à Yves Gingras. Dans son commentaire au sujet de ma critique du révisionnisme, ce dernier a rejeté cette analyse, car il croit que depuis les années 1960 au moins, les historiens sont devenus des spécialistes des sciences sociales, tout à fait détachés, isolés des forces sociales qui forment leur environnement. Comme je le mentionnais plus haut, je ne partage pas sa conviction sur le fait que les historiens se sont libérés des passions de leurs prédécesseurs, comme l'abbé Groulx.
29. Alain Caillé, *La démission des clercs: la crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte, 1993, p. 7; Ian McKay, «Why Tell this Parable: Some Ethical Reflections on the Dionne Quintuplets», *Journal of Canadian Studies*, vol. 29, 1995, p. 144. Le titre du dernier article trahit l'étendue du sujet qu'il traite.
30. *Banking en français...*, *op. cit.*, p. 33.
31. Louis Rousseau, «Silences, bruits, liens, citoyenneté: l'espace de la transcendance québécoise», dans Jean-Marie Fecteau *et al.*, *La condition québécoise: enjeux et horizons d'une société en devenir*, Montréal, VLB éditeur, 1994, p. 233, 241.